

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Des conditions de vie semblables à celles des pays en voie de développement empêchent l'accès aux soins, aux traitements et au soutien VIH-sida au Canada

Pour diffusion immédiate

21 juillet 2010, Vienne – Des chercheurs du domaine VIH-sida se joignent à des professionnels de la santé, à des organismes de lutte contre le sida et à des militants à l'occasion de la XVIIIe Conférence internationale sur le sida de Vienne pour dénoncer des statistiques alarmantes au Canada. En effet, dans ce pays riche où de nombreux traitements sont accessibles gratuitement, il y a encore des personnes qui sont infectées inutilement par le VIH et qui tombent malades, faute d'avoir accès à des traitements appropriés.

« C'est aberrant que des bébés autochtones viennent au monde avec le VIH quand il existe des traitements gratuits pour empêcher la transmission mère-enfant », déplore Denise Lambert du Réseau canadien autochtone du sida. En 2008, l'incidence des nouvelles infections chez les autochtones était 3,6 fois plus élevée que chez les non-autochtones au Canada.¹ De plus, selon des estimations nationales en matière de VIH, les deux tiers de toutes les nouvelles infections chez cette population étaient attribuables à la consommation de drogues injectables en 2008, comparativement à 17 pour cent de l'ensemble des nouvelles infections dans cette catégorie.² « À la lumière de ces chiffres, nous sommes stupéfaits et consternés d'être exclus de la discussion sur les politiques de réduction des méfaits dans la Déclaration de Vienne », affirme Mme Lambert.

L'incidence du VIH chez les jeunes Canadiens reflète aussi une triste réalité. « Les jeunes sont très vulnérables, surtout les jeunes femmes », précise Jessica Whitbread, représentante nord-américaine des moins de 30 ans pour la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH. En 2008, les jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans représentaient plus de la moitié de tous les diagnostics de séropositivité dans ce groupe d'âge.³

Autre fait inquiétant, la stigmatisation et la discrimination rendent difficile l'accès aux soins pour les nouveaux Canadiens et Canadiennes. Selon Marvelous Muchenje de l'association Women's Health in Women's Hands, « le taux d'infection estimé chez les personnes originaires des pays où le VIH est endémique est environ 8,5 fois plus élevé que chez les autres Canadiens. »

Des disparités semblables existent aussi dans les prisons. Chez les détenus des établissements fédéraux canadiens, le taux de prévalence du VIH de 4,6 pour cent rivalise avec celui de plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, et il est 15 fois plus élevé que dans l'ensemble de la collectivité. Chez les femmes autochtones incarcérées, les chiffres sont plus alarmants encore, car 11,7 pour cent d'entre elles seraient infectées par le VIH.³

« Les personnes les plus durement touchées par le refus du gouvernement fédéral de respecter et de protéger les droits humains des détenus font partie des groupes les plus marginalisés de la société : les utilisateurs de drogues, les personnes souffrant de maladies mentales, les travailleurs du sexe, les femmes et les autochtones », explique Sandra Ka Hon Chu, analyste principale des politiques au Réseau juridique canadien VIH/sida. « Il y a un besoin urgent d'un ensemble de solutions pertinentes, y compris des politiques de réduction des méfaits. »

Ron Rosenes, vice-président du CCSAT, renchérit : « Pour un pays riche, ces statistiques sont épouvantables. Les traitements antirétroviraux sont gratuits au Canada. On ne devrait pas voir autant de

Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT), Réseau juridique canadien VIH/sida, Réseau canadien autochtone du sida (RCAS)

gens se faire diagnostiquer si tardivement et contracter des maladies mortelles. Il est clair que cela est attribuable à la marginalisation, aux violations des droits humains et à l'écart énorme entre les riches et les pauvres qui continue d'exister dans notre pays. »

Nous exigeons que des fonds suffisants soient alloués en vertu de la stratégie anti-VIH pour éliminer les barrières à l'origine de ce problème. Entre autres, nous réclamons des programmes d'éducation, l'accès aux technologies préventives, l'élaboration de politiques de réduction des méfaits, des logements abordables et l'accès adéquat aux soins de santé et ce, partout au Canada.

-30-

Réponse aux médias

Ron Rosenes : (+43) 699 172 85 453 (cellulaire)
Béatrice Cardin : +1 647 330 0114 (cellulaire)

Cette conférence de presse aura lieu le 21 juillet 2010. Elle est organisée par :

le Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT), un organisme non gouvernemental qui fait la promotion de politiques publiques éclairées et de la sensibilisation aux obstacles à l'accès aux traitements VIH-sida, le Réseau canadien autochtone du sida (RCAS), une coalition sans but lucratif d'individus et d'organismes autochtones agissant dans l'intérêt des autochtones infectés et affectés par le VIH-sida,

et par le Réseau juridique canadien VIH/sida, un organisme qui fait la promotion des droits humains des personnes touchées par le VIH au Canada et dans le monde par le biais de la recherche, de l'analyse des lois et des politiques, de l'éducation et de la mobilisation communautaire.

Elle est également endossée par :

PASAN, un réseau communautaire de prisonniers et ex-prisonniers, organismes, activistes, et individus travaillant ensemble afin d'éduquer, de supporter et de militer pour les prisonniers sur les questions reliées aux VIH-sida et à l'hépatite C.

Un conférencier francophone sera présent.

Références :

1. Estimations de la prévalence et de l'incidence du VIH au Canada, 2008, CLMTI, ASPC.
<http://www.phac-aspc.gc.ca/aids-sida/publication/survreport/estimat08-fra.php>
2. Ibid.
3. Le VIH et le sida au Canada, Rapport de surveillance en date du 31 décembre 2008, ASPC.
<http://www.phac-aspc.gc.ca/aids-sida/publication/survreport/2008/dec/index-fra.php>
4. Résumé des premiers résultats du Sondage national de 2007 auprès des détenu(s) sur les maladies infectieuses et les comportements à risque
<http://www.csc-scc.gc.ca/text/rsrch/reports/r211/r211-fra.shtml>

